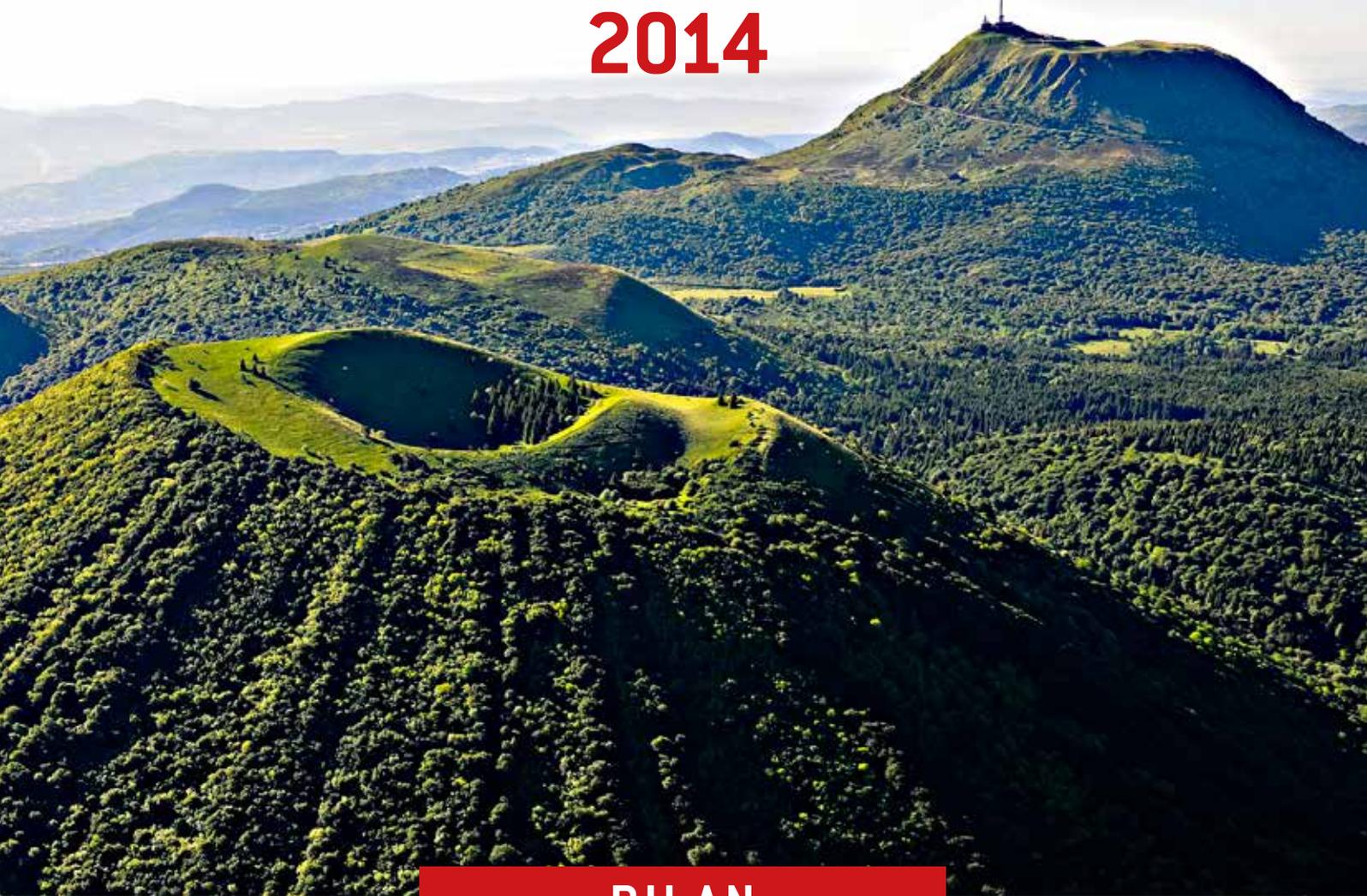


**5<sup>es</sup>**  
**RENCONTRES  
TERRITORIALES DE  
L'ÉNERGIE**

# CLERMONT-FERRAND

## 2014



### BILAN

Co-organisées par



Merci à nos partenaires privés et institutionnels !



[www.rencontresterritoriales.fr](http://www.rencontresterritoriales.fr)

Les 5<sup>es</sup> RTE se sont déroulées le 9 décembre 2014 à Clermont-Ferrand. Les organisateurs ont ciblé les débats sur l'énergie avec quatre thèmes abordés dans lesquels se sont succédé des interventions d'experts, élus et autres acteurs du développement énergétique.

Considérées comme de véritables journées d'échanges, ces rencontres ont offert aux partenaires, ainsi qu'aux intervenants, l'occasion de faire valoir leur opinion et leurs idées dans les différents espaces de l'Institut d'Aménagement des Territoires (AIDT).



Président : **Thierry BIGOT**  
Associée : **Virginie THÉVENOT**

Contact :  
7, avenue de l'Hippodrome  
BP 50 50283  
14015 CAEN Cedex 1  
Tél. : +33 (0)2 31 29 19 80  
Fax : +33 (0)2 31 37 22 80  
secretariat@gb3e.fr

Une véritable compétence au service des grands enjeux de nos territoires, de la performance énergétique, de la construction et la rénovation de parc immobiliers, de l'aménagement de notre environnement immédiat : voilà en quelques mots la philosophie de GB2A INGÉNIERIE, bureau d'études environnement et énergies, spécialisé dans l'aménagement énergétique du territoire.

GB2A INGÉNIERIE dispose de nombreuses références dans des domaines aussi divers que la création de centrales photovoltaïques, l'implantation de réseaux gaz en délégation de service public, la production d'électricité, la création d'agences locales du climat, la signalisation tricolore urbaine, ou encore les équipements sportifs.



Présidents :  
**Olivier RÉGIS**  
Président du Comité de Gestion du Forum  
**Jérôme COUMET**  
Président du Conseil d'Orientation du Forum  
**Daniel DUGLÉRY**  
Président du Comité de Développement du Forum

Contact:  
<http://forum-gv.com/contact>

Le FORUM pour la Gestion des Villes et des Collectivités Territoriales a pour missions :

- d'analyser les finances locales de 440 collectivités et réaliser des études spécifiques dans des domaines divers et variés ;
- de former les collectivités et entreprises sur les thèmes communs des collectivités territoriales ;
- de rayonner auprès de leur public cible grâce à une communication sur leurs activités et celles de leurs membres ;
- de comprendre les enjeux de ses membres à travers de nombreuses plateformes : forums, conférences, séminaires, magazines, clubs de réflexion...

**AVERTISSEMENT :**

Les débats ne sont pas retranscrits dans leur totalité.  
Ce livret ne reprend que des extraits sélectionnés.

8.45 > 9.15

**ACCUEIL / RENCONTRES SUR STANDS**

9.15 > 10.00

**DISCOURS D'OUVERTURE - MISE EN PERSPECTIVE DES DÉBATS**

- **Olivier RÉGIS**, président de Conjuguer et président du Forum pour la Gestion des Villes
- **Nicolas BONNET**, adjoint au maire de Clermont-Ferrand  
Écologie urbaine, développement durable, eau et assainissement
- **Daniel DUGLÉRY**, maire de Montluçon
- **Jean-Louis BORLOO**, ancien ministre d'État

10.00 > 11.15

**TABLE RONDE N° 1 LE CPE**

**Le contrat global est-il une bonne réponse à l'efficacité énergétique ?  
Quel partage des risques et des responsabilités ? Comment favoriser l'essor des CPE ?  
Quels bâtiments sont concernés ?**

- **Jérôme GATIER**, Plan Bâtiment Durable, directeur
- **Grégory BERKOVICZ**, GB2A AVOCATS, avocat associé
- **Thierry BIGOT**, GB3E Études Environnement Énergie, GB2A INGÉNIERIE, président

11.15 > 12.30

**TABLE RONDE N° 2 LES CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE**

- **Marie-Cécile BARD**, CG 63, pilote du projet COCON
- **Sébastien BRUNET**, ADUHME, Agence locale des Énergies et du Climat

12.30 > 13.30

**RENCONTRES SUR STANDS**

13.30 > 15.15

**TABLE RONDE N° 3 LES SMARTS CITIES**

- **Élisabeth MOISY**, UDiTE – Union des dirigeants territoriaux européens, secrétaire générale
- **Daniel BOSCARDI**, SPIE, responsable développement du financement des projets
- **Gilles de COLOMBEL**, SCHNEIDER ELECTRIC, directeur du Pôle Public
- **Patrick LEGRAIN**, COFELY INEO, directeur de projet Ineo Infracom
- **Jean Noël ALLARD**, COFELY INEO, responsable d'agences Ineo Digital Centre Est

15.15 > 16.30

**TABLE RONDE N° 4 LES RÉSEAUX DE CHALEUR**

- **Pierre GUYARD**, COFELY SERVICES, directeur des marchés Collectivités et Habitat
- **Jérôme AGUESSE**, DALKIA, directeur commercial régional
- **Sébastien RIERA**, Ville de Clermont-Ferrand, responsable Mission Écologie urbaine - Énergie - Environnement
- **Bernard BESSON**, Logidôme

16.30 > 17.00

**DISCOURS DE CLÔTURE**

- **Louis GISCARD D'ESTAING**, maire de Chamalières

**MODÉRATEUR DES RTE 2014**



**Thomas BÉNAGÈS**  
Avocat directeur du bureau de Clermont-Ferrand, GB2A AVOCATS

Coordonnées :  
39, rue Amadéo, 63000 Clermont-Ferrand  
Tél. +33 (0)2 31 29 19 80 secretariat@gb2a.fr

# Mise en perspective des débats



## Olivier RÉGIS

Président de Conjuguer  
Président du Forum pour la Gestion des Villes

*Olivier RÉGIS a enseigné 7 ans à l'université Paris 1 avant d'entamer une carrière professionnelle dans le secteur bancaire avec parfois plusieurs centaines de collaborateurs sous sa responsabilité. Aujourd'hui, il co-préside la deuxième association d'élus locaux de France. Il est particulièrement investi dans les domaines des finances locales. Il est, par ailleurs, largement investi des questions relatives au statut des fonctionnaires territoriaux dans le cadre des ressources humaines.*

« Le double enjeu aujourd'hui est : de bénéficier des nouvelles technologies en regardant comment on peut faire de ce monde un monde plus équilibré et plus durable. Et à côté de cela continuer à conserver une économie productive dans une économie dite de croissance il faut savoir comment on peut générer des économies qui se développent, qui croissent, tout en respectant l'environnement. Ce sont cela, les enjeux de cette journée d'échanges et de débats. »

## Nicolas BONNET

Adjoint au maire de Clermont-Ferrand  
Écologie Urbaine, Développement durable, Eau et Assainissement

*Nicolas BONNET est ingénieur en informatique, diplômé de l'ISIMA de Clermont-Ferrand en 2003. En septembre 2014, il devient adjoint au maire de Clermont-Ferrand en charge de :*

- Écologie urbaine – Transition énergétique ;
- Qualité de l'air ;
- Politique énergétique ;
- Circulation douce (piétons, cyclistes) ;
- Instruction et signature des arrêtés pour travaux de nuit.

« Au nom de Monsieur le Maire et de l'ensemble de la municipalité Clermontoise, c'est un plaisir et un honneur de vous accueillir ici, dans une ville où le passé industriel, mais aussi géologique et volcanique ramène sans cesse au premier plan à la dimension énergétique du développement des activités humaines, et avant tout économiques.

Nous ne devons pas voir la transition énergétique seulement comme une contrainte, comme un coût pour les territoires car elle est aussi un vecteur de dynamisme, porteur d'investissements nouveaux sur l'ensemble des bassins de vie. »



## Daniel DUGLÉRY

Maire de Montluçon

*De 1989 à 1994, Daniel DUGLÉRY est sous-directeur de l'action préventive et de la protection au ministère de l'Intérieur. Contrôleur général, puis Inspecteur général de la Police nationale, il occupe le poste de Directeur central de la sécurité publique entre 1995 et 1997. Maire de Montluçon depuis mars 2001 (réélu en 2008, puis en 2014). Conseiller général de l'Allier élu dans le canton de Montluçon-Est de mars 2001 à avril 2010 (démission pour cumul de mandats). Président de la communauté d'agglomération montluçonnaise depuis 20016. Président du Pays de la Vallée de Montluçon et du Cher, structure qui regroupe 94 communes. Conseiller régional d'Auvergne pour le département de l'Allier depuis mars 2010.*

« Je trouve que ces 5<sup>es</sup> RTE arrivent vraiment au bon moment. Les collectivités locales vont voir leurs dotations baisser de manière importante. À Montluçon on avait un certain nombre de bâtiments passoires, si nous avions du apporter les solutions seuls, nous nous serions engagés dans un processus lourd. Pour nos 96 bâtiments municipaux, le Contrat de Performance Énergétique a été choisi. Nous avons vu une différence frappante dans les écoles : les problèmes de pertes ont cessé, aussi bien les enseignants que les parents d'élèves ont apprécié que l'amélioration se fasse dans une période aussi courte. On a pu réduire de 27 % le coût du chauffage dans les logements HLM de la ville. Ce type de contrat entre les collectivités et un partenaire privé nous a rapporté 17 % d'économie pour l'ensemble de la collectivité. La collectivité récupère 2/3 et le partenaire privé 1/3, une opération gagnant/gagnant avec en plus 480 tonnes de CO<sub>2</sub> économisées chaque année. »



## Jean-Louis BORLOO

Ancien Ministre d'État, notamment Ministre de l'Écologie  
Maire de Valenciennes : (1998 - 2002)  
Ministre Délégué à la Ville : (2002-2004)  
Ministre de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale : (2004 - 2005)  
Ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement : (2005 - 2007)  
Ministre d'État, Ministre de l'Écologie : (2007 - 2010)

*Son prochain défi ? Mettre le continent africain sous tension et apporter la lumière, au sens propre, aux 600 millions d'Africains qui en sont privés, soit les deux tiers de la population. « L'électricité, c'est la vie. Sans elle, pas d'eau potable, pas de santé, pas d'éducation, pas de croissance. L'obscurité, c'est l'obscurantisme. La lumière, c'est la démocratie. »*

« L'énergie c'est la grande histoire du monde moderne. Dans l'énergie, il y a l'électricité qui est quelque chose à la fois d'extraordinaire et d'assez compliqué. Ces journées territoriales, c'est au fond comment, dans la vraie vie, dans les territoires, en fonction du métier de chacun, on essaie d'articuler tout cela. Les Grenelles ce sont des groupes de travail très techniques qui cherchent à savoir comment on met en mouvement et comment on peut aller le plus loin possible sans déséquilibrer un secteur d'activité. Cette écologie qui nous rassemble aujourd'hui, n'est pas clivante, elle ne peut pas être un outil de conquête de pouvoir, elle n'est pas politique. Dans le CPE (Contrat de Performance Énergétique), c'est la performance qui paie le contrat. L'idée est assez française, associer du public et du privé. Lorsqu'on a des grosses mutations, c'est cette association-là qui est gagnante. C'est une vraie originalité française. »



Le contrat global est-il une bonne réponse à l'efficacité énergétique?  
Quel partage des risques et des responsabilités?

Comment favoriser l'essor des CPE?  
Quels bâtiments sont concernés?

### Jérôme GATIER

Directeur Plan Bâtiment Durable

*Jérôme Gatier, X-Ponts, Inspecteur des Finances a mené la première partie de sa carrière au service de l'État (responsable d'un service infrastructures en DDE, puis d'un service technique d'appui aux maîtres d'ouvrage hospitaliers au ministère de la Santé, inspecteur et chef de mission d'inspection au service de l'inspection générale des finances) avant de rejoindre le secteur privé.*

*Il a été durant six ans directeur du patrimoine de l'hôtellerie chez Accor puis directeur immobilier et du développement chez Korian, leader dans le secteur des cliniques et maisons de retraite privées. Jérôme Gatier est diplômé de l'École Polytechnique (1984), de l'École Nationale des Ponts et Chaussées (1987).*



« Les Lois Grenelle 1 et Grenelle 2, concernent 3 millions de personnes dans le bâtiment et 4 millions d'actifs. C'est le monde du bâtiment qui supporte les objectifs de diminution les plus forts à la fois en consommation d'énergie et diminution de gaz à effets de serre.

La loi de transition énergétique aborde beaucoup de sujets différents. Elle introduit notamment un carnet de suivi numérique du logement. »

### Thierry BIGOT

Président GB3E Études Environnement Énergie, GB2A INGÉNIERIE

*Il a débuté sa carrière en bureau d'études comme ingénieur chargé d'affaires au sein des entreprises Imatec, Rineau Frères puis Alpha Clima Industrie où il était spécialisé dans le génie thermique et climatique et la ventilation. Ensuite gérant de Sorecli de 1999 à 2002, il reprend son activité d'ingénieur chargé d'affaires chez Ecotep et Nord-Clim Industrie.*

*C'est alors qu'il devient directeur technique puis président de l'Agence ENERTION, un bureau d'études fluide. Cet ingénieur fluide est spécialisé en fluides, eau, air, électricité, ainsi qu'en fluides thermiques. Il maîtrise les techniques HVAC et possède une solide expérience du terrain. Il réalise des missions dans le secteur public et privé, dans le domaine de la performance énergétique pour GB2A INGÉNIERIE dont il est le président.*



« Exemple d'un CPE sur un hôpital normand :

L'établissement emprunte pour rembourser sa dette et n'avait pas de solution pour investir. Cet établissement a été construit en 1957. Nous avons regardé ce qu'il consommait. Puis avons déterminé un périmètre d'investissement possible avec une enveloppe cohérente pour cet investissement. Nous avons regardé la différence qu'il existait entre la courbe actuelle de consommation et la future courbe de consommation et la différence entre les deux a déterminé la capacité de l'établissement à financer ses travaux. L'enveloppe globale fait 6 millions d'euros. Elle comprend la production centrale d'énergie, le traitement de l'air, la blanchisserie... la différence de consommation va permettre le financement de ce CPE. »

### Grégory BERKOVICZ

GB2A AVOCATS, Avocat Associé



*Titulaire d'un doctorat en droit public et ancien professeur associé à l'IAE Paris Sorbonne, avocat fondateur associé du Cabinet GB2A depuis plus de dix ans. Investi dans l'action locale depuis une quinzaine d'années, il est élu d'une ville de plus de 100 000 habitants, et particulièrement impliqué dans le logement social, l'économie mixte et l'urbanisme commercial. Son expertise reconnue dans le droit public des affaires et le financement de projets a été notamment saluée par le « prix des ppp » 2012 qui lui a été attribué par le ministère de l'économie et des finances (MAPPP), l'institut de la gestion déléguée (IGD), le club des ppp et édifice capital. Il dirige aujourd'hui le département droit bancaire et financier du cabinet, et est en charge des différentes filiales de GB2A. Il est auteur de nombreux articles et ouvrages notamment dans le domaine immobilier et dans celui de l'énergie. Il donne régulièrement des conférences en France et à l'étranger et accomplit de nombreuses missions à l'international.*



« Comme dans tout contrat dans lequel seront achetés résultat et garantie, mon souhait est d'avoir une diminution de la consommation ou une diminution des modes de consommation d'énergie, et cela, on veut le faire. Il n'y a aucun problème financier, en effet, une multitude de fonds d'investissements se sont créés, ces fonds possèdent de nombreux investisseurs qui sont prêts à investir. Le problème, c'est plutôt le manque de projets pour pouvoir conclure des Contrats de Performance Énergétique. Il s'agit d'une vraie innovation culturelle, mais des problèmes existent :

- 1) Travailler sur la performance énergétique d'un outil (bâtiment, infrastructure, etc.) demande souvent de faire évoluer les usages de ceux qui utilisent l'outil. En améliorant la performance énergétique d'un outil, on va inévitablement modifier les usages de cet outil. C'est quelque chose que l'on a du mal à faire passer, il y a toute une pédagogie à faire sur les usagers.
- 2) On responsabilise les acteurs de manière très claire, publics comme privés. Il est plus confortable pour une entreprise de faire des travaux sans fournir en face une garantie, laquelle est garante d'un niveau de performance ou un niveau de consommation.
- 3) L'interface garantie/assurance. Un des enjeux est la mutualisation des risques de contrepartie.
- 4) La mesure ne s'opère que dans la durée, le bilan ne peut réellement être dressé qu'à l'issue du contrat. »



# Les Certificats d'Économie d'Énergie

**Thomas BÉNAGÈS,**

Modérateur des RTE 2014 :

*Dans l'Opération COCON 63 : les acteurs du CEE sont : **TOTAL** : C'est l'obligé : le fournisseur d'énergie, il a besoin d'avoir des partenaires qui lui transmettent des CEE, il a cette obligation pour respecter ses engagements en terme de développement durable d'acquiescer ces CEE donc il va se tourner vers les **éligibles** pour pouvoir les récupérer.*

*Les **éligibles** : Ce sont ceux qui possèdent les bâtiments à isoler dans cet exemple.*

**Marie-Cécile BARD**

Pilote du Projet COCON, CG 63

*Diplômée d'un DESS Analyse et Gestion de projets obtenu au CERDI de Clermont-Ferrand, elle fut chargée de mission au Bénin avant de se consacrer à des projets pour le Conseil général du Puy-de-Dôme : elle a fait notamment partie de l'opération « Messagers de l'eau », puis fut chef du Projet Aménagement et Développement en s'occupant du projet Panoramique des Dômes, de la réhabilitation du site du Puy-de-Dôme. Elle occupe désormais le poste de chef de projet Développement Durable et est en charge du projet Cocon.*



« COCON 63 c'est une vaste campagne d'isolation de combles perdus des bâtiments publics, l'objectif était d'inciter massivement les collectivités territoriales puydômoises d'isoler leurs combles. Toute opération d'économie d'énergie peut bénéficier de certificat d'économie d'énergie.

On a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour trouver l'obligé, six réponses, puis s'en est suivi une phase de négociation où on les a reçus trois fois pour finalement conventionner un partenariat énergétique avec l'entreprise Total.

Un maître mot : simplifier.

Pour les collectivités : à partir du moment où elles s'engagent dans l'opération COCON, on ne les sollicite pas d'une manière trop régulière.

Les quelques sollicitations : après le passage du diagnostiqueur pour vérifier l'ensemble des besoins pour lancer les marchés de travaux, adhérer au groupement de commandes et enfin elle ouvre le bâtiment pour le lancement des travaux. Pour les entreprises également, car seul le Conseil général lance les marchés de travaux pour les 100 communes du dispositif. Les entreprises n'auront ainsi qu'un seul donneur d'ordre. Pour l'obligé, notre principal partenaire financier, il n'a pas à aller récupérer les dossiers chez chaque collectivité et peut déposer plus facilement/rapidement tous les dossiers chez le financeur. »



**Opération COCON 63**

## Concept

L'Opération COCON 63 que portent le Conseil Général du Puy-de-Dôme PCET et l'Aduhme, agence locale des énergies et du climat, consiste en campagne d'isolation de combles perdus de bâtiments publics.

Cette opération qui s'appuie sur le dispositif des Certificats d'économie d'énergie (CEE).  
**Objectif** : générer 200 GWhcumac pour un investissement de travaux estimé à 2,5 millions d'euros. Un Appel à Manifestation d'Intérêt a permis d'identifier un partenaire « obligé ».

AIDER les massivement des **bâtiments**

30% Réduction des dépenses

**Opération COCON 63**

## Objectifs

Pour les collectivités, l'Opération COCON 63, c'est le moyen de :

- ✓ Isoler les bâtiments communaux
- ✓ Economiser de l'énergie
- ✓ Réduire les dépenses
- ✓ Recourir à des matériaux sains et si possible locaux
- ✓ Financer une partie des travaux
- ✓ Montrer l'exemple

MAITRISE du poste énergie de votre BUDGET

BUDGET 2017 et énergie CEE

démarche COLLECTIVE et SOLIDAIRE, misant avant tout sur LA QUALITE !



**Sébastien BRUNET**

Agence locale des Énergies et du Climat, ADUHME



« Pour notre projet, on s'appuie là sur une fiche standardisée du dispositif : l'isolation des combles perdus des bâtiments publics, c'est une fiche parmi les 300 encore possibles. Fiche BAT EN01 : fiche plutôt prolifique en terme de certificat d'économie généré par rapport à l'euro investi. C'est aussi pour ça qu'on a monté l'opération Cocon autour de l'isolation.

Objectifs :

- Individuels : pour les collectivités, isoler les combles, économiser de l'énergie, réduire les dépenses sur la part énergie, recourir à des matériaux sains et locaux, financer les travaux via le mécanisme des CEE et aussi sensibiliser les administrés en communiquant sur les CEE.

- Collectifs :

Créer un groupement avec un mandataire [CG63] et des membres [collectivités] pour aller isoler des combles.

Les attentes de la mutualisation : diminuer les coûts de la matière première en se regroupant et également apporter un volume important ce qui permet de mieux financer les CEE. Financement des CEE opposé au financement d'un produit : Ici, plus le volume est important, plus l'obligé va financer les travaux. »

# Les SMARTS CITIES



## Élisabeth MOISY

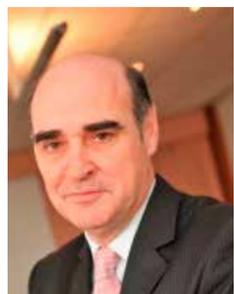
Secrétaire générale UDiTE, Union des Dirigeants Territoriaux Européens

*Diplômée d'un master II, spécialité Droit public et Politique des Territoires qu'elle a obtenu à Saint-Étienne et d'une maîtrise de Droit public délivré par l'Université de Reims, elle fut Directrice générale des services pour la Mairie d'Unieux avant de s'engager avec la Mairie de Saint-Mandé pour le même poste. Aujourd'hui dans la Communauté de Communes du Pays Noyonnais, elle est également Vice-Présidente du Cercle Colbert, pour une Nouvelle Gestion Publique et occupe le rôle de Secrétaire générale de l'UDiTE. Sa tâche principale est d'observer les fonctionnements et les pratiques, comprendre, analyser, les processus européens ou internationaux, les directives européennes pour anticiper leurs transpositions en droit internet et conséquences potentielles sur les collectivités.*



« Pour moi la ville intelligente c'est une ville qui en 3 mots est : durable, connectée, intelligente.

- **Durable** : respecter la protection de l'environnement, lutter contre les bâtiments énergivores, contre le gaspillage de l'eau, avoir des actions de communications incitatives envers les habitants. Piloter des consommations d'énergie dans les bâtiments.
- **Connectée** : celle qui va correspondre au développement des infrastructures de télécommunication qui vont s'imposer, avec des accès à des services innovants, par nos sites internet à certains moyens de communication, à certaines diffusions. Une ville connectée et interconnectée par rapport aux utilités de la ville et de ses habitants.
- **Intelligente** : être un atout d'attractivité sur le territoire et pas seulement, un nouveau vecteur de rayonnement économique, pour avoir un moyen de communication différent de celui d'un journal ou d'un site internet. Chez les collègues européens et en France également, on commence à communiquer aux habitants par les téléphones, notamment en terme d'alerte. »



## Daniel BOSCARI

Responsable développement du financement des projets SPIE



« Changer la ville pour changer la vie : on est sur des choses pleinement innovantes. La Smart City en tant que telle c'est le croisement entre deux choses : l'énergie et le numérique. On est au carrefour de quelque chose complètement mouvant, ce qui apporte un changement dans nos métiers. Ce que l'on verra demain est complètement différent, on pense que cette Smart City il faudra être plusieurs à la faire (plusieurs entreprises – collectivités – organismes sous-entendus). Tout ce qui devient Smart : ce sont les objets connectés. Ce qui fait que tout change est que tout est connecté. On parle de *big data*, métadonnées. Comment le bonifier en tant que tel ? Il faut que des personnes soient également là pour s'en occuper. La smart cities pour nous, c'est la création de services, de la maintenance. Avoir des opérateurs publics et privés, publics c'est-à-dire les collectivités et des personnes dans ces collectivités qui vont gérer la connexion des services avec des entreprises qui sont en capacité d'apporter des solutions techniques fiables, sur la durée, économes, écologiques avec des solutions technologiques de pointe et des économies d'énergie renouvelables pour faire un ensemble de services. »

# SMART CITY

## Donner un nouveau sens à la ville



Améliorer l'aménagement du cadre urbain

Valoriser et sécuriser la ville et son patrimoine

Rendre les bâtiments intelligents

Développer les territoires communicants

Accompagner la transition énergétique

Leader européen indépendant des services dans les domaines de l'énergie et des communications, SPIE accompagne ses clients dans la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance d'installations économes en énergie et respectueuses de l'environnement.

Partenaire de confiance durable, la volonté de SPIE est d'être une source de progrès pour ses clients et d'innover pour la ville de demain. Dans un contexte de renouvellement, de modernisation et de maintien des infrastructures et des équipements collectifs, SPIE apporte sa contribution au développement des villes et des territoires intelligents, au travers de son expertise et de son réseau européen d'implantations régionales [500 implantations - 37 200 collaborateurs].

A ce titre, SPIE propose des prestations en lien avec les préoccupations des collectivités.

• **Améliorer l'aménagement du cadre urbain & Interurbain**  
Routes, autoroutes, tunnels, transports en commun, trafics aérien, fluvial et ferroviaire... Présent dans tous les types de transports et leurs infrastructures, SPIE répond aux besoins croissants de mobilité durable.

• **Valoriser et sécuriser les espaces publics**

Gestion de l'éclairage public, rénovation des quartiers, mise en valeur du patrimoine, tranquillité publique assurée... SPIE contribue quotidiennement à une redéfinition de l'espace urbain.

• **Rendre les bâtiments intelligents**, l'e-NITIATIVE de SPIE  
Mise en conformité, installation, exploitation et maintenance des bâtiments – Efficacité énergétique de solutions livrées clé-en-main de la centrale de mesure à une installation complète et pilotée. SPIE répond aux exigences croissantes en matière de performances énergétique et environnementale, de sécurité, de qualité, de confort, de connectivité et d'accessibilité aux bâtiments.

• **Développer les territoires communicants**

Installation, déploiement et maintien des réseaux fixes et mobiles – Offres de solutions et services IT

• **Accompagner la transition énergétique**

Expertises SPIE au service d'un mix énergétique équilibré et pérenne [Production/Transport/Distribution des ENR, énergies fossiles], et développement des Smart-Grids.



www.spie.com - www.myspie.eu  
SPIE - Parc Saint Christophe  
95863 Cergy-Pontoise Cedex  
Tél. : +33 (0)1 34 24 30 00  
Aurélien CHASSET - marketing@spie.com  
Daniel BOSCARI - d.boscari@spie.com

SPIE, l'ambition partagée



**Gilles DE COLOMBEL**  
Directeur du Pôle Public, SCHNEIDER ELECTRIC

Responsable du développement des activités de Schneider Electric auprès des collectivités territoriales et de l'État.  
Directeur du programme Smart City en France.  
Au sein du groupe Schneider Electric depuis 1991, a exercé des responsabilités variées dans les domaines marketing, commerce et finance, tant en France qu'à l'international.



# Smart cities

## ... et les villes deviennent plus efficaces

« La Smart City, ville dans laquelle il est agréable de vivre : une ville durable, participative, résiliente : une ville qui aura la capacité de se remettre en œuvre très rapidement après un problème naturel ou bien humain comme une cyber-attaque.

La Smart Grid accompagne la transition énergétique. La Smart Grid : c'est une production intelligente, une consommation qui l'est également ainsi que des mécanismes d'équilibrage. C'est la gestion dynamique d'un réseau qui est fondamentalement instable et qu'il faut pourtant stabiliser et équilibrer. »



**Patrick LEGRAIN**  
Directeur de Projet Ineo Infracom, COFELY INEO

C'est dans le cadre de l'ouverture du marché de l'énergie que Patrick LEGRAIN rejoint, dès août 2000, le groupe GDF SUEZ afin d'œuvrer dans la fourniture d'énergie et les services associés. Il rejoint Cofely Ineo en juillet 2010 pour encadrer les projets de rénovation d'éclairage public et de mise en valeur du patrimoine dans le cadre des perspectives offertes par les contrats de partenariat (PPP) et les contrats de performance énergétique (CPE) avec les collectivités.  
À ce jour, il est en charge du développement des activités de Cofely Ineo autour des infrastructures de télécommunication et plus particulièrement des réseaux fibre, radio ou encore la vidéoprotection et le smart.

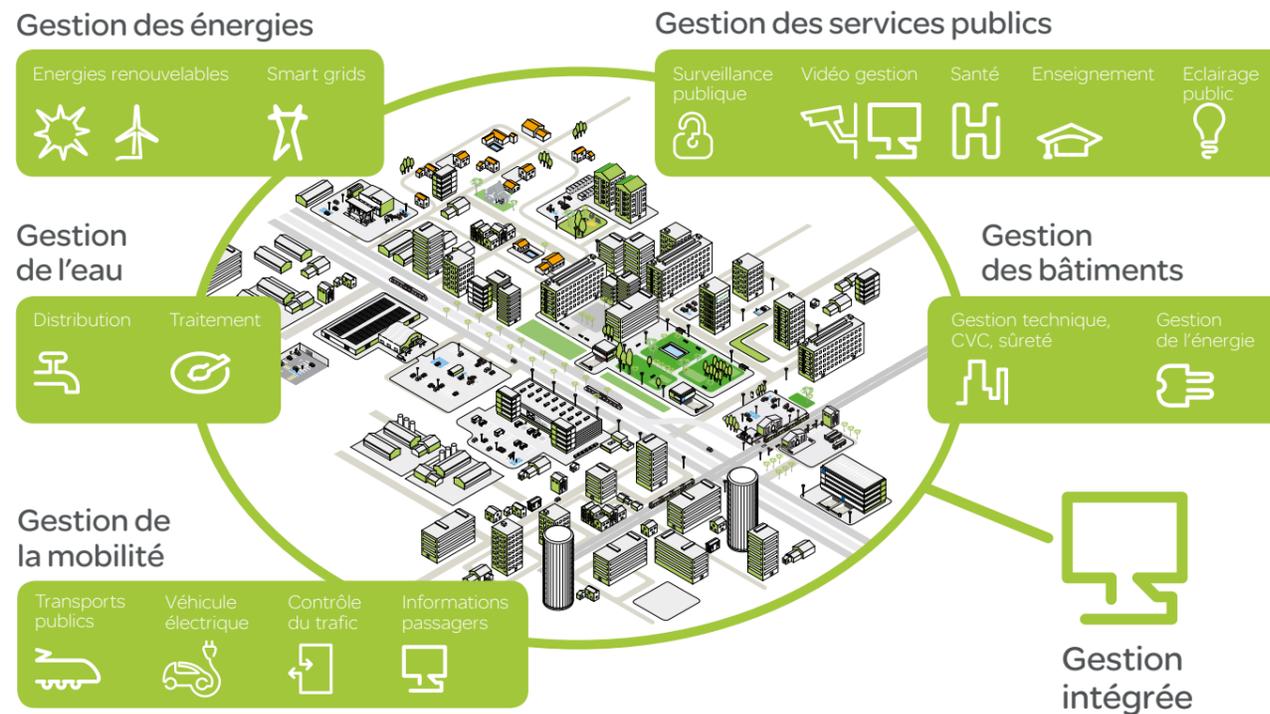


**Jean-Noël ALLARD**  
Responsable d'agences Ineo Digital Centre Est, COFELY INEO

Fort d'une expérience de plus de 20 ans dans la téléphonie et les réseaux informatiques et après avoir géré des grands comptes dans les domaines industriel, hospitalier et public, Jean-Noël ALLARD s'est vu confier la responsabilité du secteur Loire-Auvergne et Drome-Ardèche pour un développement commercial dans le domaine des nouvelles technologies du numérique et des offres Smart au sein de Cofely Ineo Digital.

« Pour nous, la Smart City, on l'imagine au travers des gens qui l'utiliseront demain. Permettre au citoyen de détecter des problématiques de panne de l'éclairage public sur la vidéo protection urbaine, de lui permettre de relever des difficultés de gestion de trafic par exemple. Instrument : les capteurs divers et variés que l'on mettra au service de la ville : relevé d'eau, compteur, gaz, de compteur d'éclairage public.

- 1) l'élément technique qui fait remonter l'information.
- 2) Le deuxième c'est l'infrastructure de télécommunication à mettre en œuvre.
- 3) Le troisième : il manque un élément final : l'implicatif. Les capteurs remontent l'information, il faut qu'elle soit traitée et qu'elle soit bénéfique pour le collectif. Mise au point de 2 logiciels : Cities permet aux informations de récolter les informations et de la traiter. Cit'eazen permet aux citoyens d'interagir directement avec la ville, de remonter des signalements et les suivre, proposer des idées d'aménagement, recevoir des informations/alertes. Pour les prestataires : gérer les signalements via le back-office, diffuser les alertes. Pour les élus : disposer d'un reporting sur le fonctionnement des services, diffuser des informations via les canaux réseaux sociaux. »



- > Une ville qui **respecte l'environnement** pour offrir un meilleur cadre de vie
- > Une ville **plus économe** pour développer ses ressources
- > Une ville **plus agile** qui évolue pour se développer durablement

- > Une ville qui **intègre une nouvelle mobilité** pour améliorer les échanges
- > Une ville **plus sûre** pour garantir la protection des infrastructures et des usagers

Schneider Electric, spécialiste mondial de la gestion de l'énergie, s'engage aux côtés des collectivités territoriales pour leur apporter son expertise et ses capacités d'intégration dans le cadre d'une démarche partenariale.

➔ [www.schneider-electric.fr](http://www.schneider-electric.fr)





Créer des solutions sur mesure pour  
accroître votre performance.  
C'est ça l'efficacité énergétique Cofely Services.

Efficacité énergétique, services multi-techniques, facility management : les 12 000 experts de Cofely Services travaillent chaque jour à l'amélioration de la performance énergétique et à la réduction de l'empreinte environnementale de vos bâtiments. COFELYSERVICES-GDFSUEZ.FR



COFELY, ÊTRE UTILE AUX HOMMES

**COFELY Services**  
GDF SUEZ

# Les Réseaux de Chaleur

**COFELY Services**  
GDF SUEZ



**Pierre GUYARD**

Directeur des Marchés Collectivités et Habitat COFELY SERVICES

*Pierre GUYARD, Ingénieur diplômé de l'École supérieure d'ingénieurs de Marseille (Centrale Marseille aujourd'hui), est directeur des marchés Collectivités et Habitat de COFELY, groupe GDF SUEZ. Il a animé le groupe de travail interne sur les PPP du groupe COFELY dans le cadre de l'ordonnance de 2004 et il a été, à de nombreuses occasions, conduit à suivre des projets de partenariat public-privé au service des collectivités locales et territoriales. Il a également participé au groupe de projet qui a remporté le premier C(ontrat de) P(erformance) É(nergétique) sous la forme d'un Contrat de Partenariat pour la rénovation énergétique de 14 lycées lancé par la Région Alsace.*

« Les réseaux de chaleur c'est aussi accompagner les occupants, ce sont eux qui paient les charges des logements dans lesquels ils vivent. Il y a tout un enjeu de travail et d'accompagnement, sur le pilotage de l'information et l'aide à la démarche.

Faire un réseau de chaleur, ça mobilise les ressources amont avec la filière biomasse, les bailleurs sociaux ; les copropriétaires, les acteurs publics, ils se doivent de se réunir pour étudier l'opportunité de faire un réseau de chaleur ou non. Cela définit un modèle économique locale, la volonté n'est pas de s'autonomiser et de revenir sur son enjeu de gestionnaire du local uniquement mais c'est se mobiliser tous ensemble sur l'enjeu de l'énergie, défendre l'emploi local et donner une belle image avec des réseaux que l'on pourra visiter en France et non plus seulement chez nos collègues du nord précurseurs en la matière. »



**Jérôme AGUESSE**

Directeur commercial régional, DALKIA

*Ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris, Jérôme Aguesse a débuté sa carrière au sein du groupe Dalkia en 1996 en tant que Chargé de mission au siège parisien. Il a ensuite occupé différentes fonctions en France, notamment à Lyon entre 2000 et 2005, ainsi qu'à l'international où il fut directeur des opérations de Dalkia Irlande, puis directeur général de la filiale italienne. Aujourd'hui, il prend en charge la direction de la région Centre-Est de Dalkia qui regroupe les régions Auvergne, Bourgogne et Rhône-Alpes. Sur ce territoire, Dalkia développe des solutions d'efficacité énergétique qui s'adressent aux collectivités, aux bâtiments et aux sites industriels.*

**dalkia**  
GROUPE EDF

« En deux mots : il s'agit d'un des outils qui est plébiscité par le Grenelle et par la loi de transition, il permet d'abattre de façon drastique les CO<sub>2</sub> dans la ville. On est au cœur du débat d'efficacité environnementale. C'est un système constitué de canalisations qui raccorde des bâtiments entre eux, à l'échelle d'un quartier/d'une ville, collationner l'ensemble des besoins pour les alimenter à travers une ou plusieurs chaufferies centrales. Important en termes de développement économique et d'emploi local sur le long terme lorsque l'on utilise des énergies locales telles que la biomasse. Ici nous sommes avec des énergies qui permettent de ramener sur la ville ou à proximité des zones irriguées des emplois non déracinables vu qu'ils sont associés au fonctionnement même du système.

En termes de précarité énergétique également, cela permet, d'avoir un tarif très compétitif sur les zones irriguées, qui peut être stabilisé en ayant des énergies qui ne sont pas fossiles, on peut être au front pour lutter contre la précarité énergétique. »



### Sébastien RIERA

Responsable Mission Écologie Urbaine - Énergie - Environnement  
Ville de Clermont-Ferrand



« Le réseau de chaleur effectué par Dalkia est, comme Monsieur Aguesse l'a indiqué pour Dalkia, une satisfaction pour la Mairie. Ce qui fait qu'un réseau comme cela peut fonctionner, une envie politique de pouvoir développer massivement des énergies sur ces critères économiques, environnementaux et sociaux, il faut aussi qu'il y ait une viabilité du projet aussi bien économique que juridique. Pour cela, pour avoir une réponse il faut du temps. De l'idée des premières délibérations qui actent le principe de s'engager dans la démarche jusqu'à la livraison du premier kilowatt-heure c'est 5, 6, 7 ans.

S'engager dans une DSP ce n'est pas un vain mot. Les collectivités de manière générale ont tendance à oublier leur rôle d'autorité concédante dans la distribution de l'énergie et s'engager dans la démarche de réseau de chaleur urbain rappelle aux collectivités qu'elles ont ce rôle-là.

J'engage la Ville de Clermont-Ferrand, nous nous proposons d'être un territoire d'expérimentation, je veux vous dire « chiche » sur les Smarts Grids, je vous invite : concessionnaires et les différents intervenants que l'on a eu sur les Smarts Grids à venir nous proposer des solutions et que l'on teste concrètement sur le terrain. »



### Bernard BESSON Logidôme

*Diplômé de l'École nationale d'Ingénieurs de Brest, il est devenu responsable d'une équipe commerciale chez SIS puis directeur Centre-Auvergne-Limousin chez LINDAB avant de devenir, en 2009, responsable du service Contrat Qualité Sécurité chez Logidôme.*



« Dans le cadre d'un réseau de chaleur propre, les logements sont raccordés à des chaufferies collectives. Le contrat de service attaché au réseau est un marché de travaux et d'exploitation. Il est confié à DALKIA. Le marché est de type intéressement MCI. Marché de Comptage avec Intéressement on donne des objectifs de consommation par bâtiment qui sont quantifiés et mesurés à la fin de la saison, l'atteinte de l'objectif fait l'objet d'un intéressement sur la partie énergie pas sur la partie maintenance qui sont les deux variables du contrat. Les DSP sont des concessions de très longue durée, 24/25 ans en moyenne. »



### Louis GISCARD D'ESTAING Maire de Chamalières

*Diplômé de l'ESC Rouen et du DESS de défense de Paris II, Louis Giscard d'Estaing travaille pour le groupe LVMH en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France lorsqu'il ouvre sa carrière politique. Il a par ailleurs fondé une entreprise d'édition et de presse spécialisée à l'âge de 23 ans, Étalons Éditions, qui existe toujours trente ans après sa création. Sur les traces de son père, Louis Giscard d'Estaing est député du Puy-de-Dôme de 2002 à 2012, mais aussi maire de Chamalières depuis 2005.*

### CHAMALIÈRES



« Les tables rondes qui se sont succédées ont été particulièrement riches et denses.

Je ne reviendrai donc pas sur les sujets précis qui ont été traités. Je vous donnerai quelques exemples concrets.

Tout d'abord sur la question de la performance énergétique et le CPE : nous avons 3 groupes scolaires qui avaient des fenêtres poreuses. Les retours dès le premier hiver ont été remarquables sur la consommation. Concernant les grandes halles de sports qui sont des gouffres, nous discutons sur les sujets de leur performance avec les partenaires.

Concernant la Smart City, à notre degré, j'ai proposé la création de deux comités de quartiers qui s'occupent principalement de circuits courts avec un élu référent par quartier, un responsable/délégué de service techniques pour les questions de voiries, etc., avec une adresse mail pour chaque quartier à contacter pour les différents problèmes. Les questions que l'on peut se poser : faut-il des webmasters, des personnes habilitées à répondre en temps réel, des personnes qui sont spécialisées ?

Je tenais à dire que les réseaux de chaleur fonctionnent en milieu rural également puisque pour une commune ce réseau permettait d'alimenter la nouvelle maison de retraite et la salle polyvalente et des sports ainsi que les quartiers limitrophes à ces bâtiments. Y compris en milieu rural on peut trouver non seulement des solutions mais aussi des évidentes justifications de la mise en place de réseaux de chaleur. Un autre exemple dont nous n'avons pas parlé aujourd'hui, la géothermie. Dans une ville de Bavière avec laquelle nous sommes jumelés, la Maire a tenu à nous montrer un forage de géothermie profonde concédé à une société de droit privé. Aucune subvention, aucune aide publique, seulement l'eau qui était à plus de 100° lorsqu'elle remontait, la vapeur était revendue à RWE j'imagine (RWE est un conglomérat allemand œuvrant dans le secteur de l'énergie) et l'eau descendue à 70° était destinée à alimenter le réseau de chaleur de la ville que la ville rachetait cette entreprise. Même si cela ne peut toujours pas être rendu viable à cause de sable dans l'eau l'investissement de 10 millions d'euros était porté par cette entreprise concessionnaire. Toute la Bavière a été cartographiée et ils ont attribué par division du territoire des droits de forage comme c'est le cas dans d'autres énergies fossiles. »

# LA FORCE D'UN SERVICE GLOBAL DE PROXIMITÉ

# GB2A

10 BUREAUX EN FRANCE ET DANS LE MONDE,  
4 SOCIÉTÉS, PLUS DE 50 PROFESSIONNELS.

**LA FORCE ET LA SPÉCIFICITÉ DE GB2A : une véritable synergie d'expertises au service du secteur public et des entreprises privées, autour de quatre grands pôles de compétences correspondant, chacun, aux besoins de ses clients.**

NOS VALEURS : GARANTIR, BÂTIR, ANTICIPER, ACCOMPAGNER  
4 SOCIÉTÉS, 4 ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

**GB2A** **GB2A** **GB2A** **GB2A**  
AVOCATS FINANCE INGÉNIEURIE PROJETS

Chaque société travaille de manière coordonnée au sein du groupe GB2A dans les domaines qui concernent les grands enjeux de nos territoires pour nos collectivités comme pour nos entreprises. Ces quatre pôles de compétences permettent aux avocats et consultants d'assister leurs clients dans les domaines suivants :

- ▶ Droit public des affaires, droit immobilier, banque-finance.
- ▶ Accompagnement financier des montages complexes entre acteurs publics et privés – finances publiques et fiscalité des personnes publiques, conseil budgétaire et audit financier, analyse des risques et modélisation économique, technique et financière, plans d'affaire.
- ▶ Conseil en matière d'aménagement énergétique du territoire et de performance énergétique – diagnostics, études réseau, préconisations, assistance technique.
- ▶ Opérateur de partenariats public-privé de proximité.



ISO 9001

**SIÈGE SOCIAL :** 7, place Gardin  
BP 50309 | 14015 CAEN Cedex 1  
Tél. 02 31 29 19 80 | Fax 02 31 37 22 80  
secretariat@gb2a.fr

**BUREAU DE PARIS**  
29, avenue de Friedland | 75008 PARIS  
Tél. 01 56 88 44 22 | Fax 01 56 88 44 20  
secretariatparis@gb2a.fr

[www.gb2a.fr](http://www.gb2a.fr)

CAEN | PARIS | LYON | TOULOUSE | CLERMONT-FERRAND | NANCY  
CASABLANCA | PÉKIN | CANTON DONG WAN | ATHÈNES



ont été co-organisées par



Avec le concours de



Sous l'égide de



Prenez date !



# Les effets de la COP21 sur nos territoires

## NICE 2015

**4 décembre 2015 – 9h30-17h**

Centre Universitaire Méditerranéen (CUM)

65, promenade des Anglais 06000 NICE

**Avec cocktail déjeunatoire**

Organisées par

**GB2A**  
INGÉNIERIE

avec



VILLE DE NICE



CCINICE CÔTE D'AZUR

### OBJECTIFS DES RTE

Les collectivités, les bailleurs sociaux, les entreprises et les propriétaires fonciers vont devoir agir dans le cadre des objectifs de la COP21 dans les territoires. Les grands opérateurs de l'énergie, de l'environnement et du BTP, ainsi que les acteurs institutionnels devront répondre à ces attentes nouvelles et présenter des solutions innovantes. Les RTE en seront une vitrine et un lieu d'expériences partagées.

### THÈMES DE LA JOURNÉE

- Les prises d'engagements concrets « COP21 » à l'échelle régionale ;
- Focus sur des Projets Innovants nationalement (mesure de la performance, financement...);
- Partage d'expériences et savoirs faire précurseurs : smart grids & smart cities ;
- Synergie énergétique euro-méditerranéenne ;
- Ateliers thématiques.

*Les Rencontres Territoriales de l'Énergie sont organisées chaque année par GB2A INGÉNIERIE, bureau d'études spécialisé dans l'environnement et l'énergie. Son objectif est de rassembler des élus, des représentants des collectivités et des entreprises qui échangent autour des grands enjeux énergétiques de nos territoires.*

**GB2A**  
INGÉNIERIE

Contact :

**Virginie THÉVENOT**

7, avenue de l'Hippodrome – BP 50283

14015 CAEN Cedex 1

Tél. +33 (0)2 31 29 19 80 – Fax +33 (0)2 31 37 22 80

rte@gb3e.fr